

Première Mission de la Présidente de la Formation Guinée de la Commission de consolidation de la paix en République de Guinée

3 au 10 avril 2011

Rapport de mission

Suite à la demande des autorités guinéennes de s'engager avec la Commission des Nations Unies de consolidation de la paix, CCP, la Guinée a été officiellement placée sur l'agenda de la CCP lors d'une réunion formelle du Comité d'organisation de la CCP tenue le 23 février 2011. Le même jour, les collègues m'ont élue Présidente de la Formation Guinée et m'ont demandée d'initier l'engagement avec les autorités guinéennes le plus tôt possible. C'est dans ce contexte que j'ai effectué une première visite en Guinée du 3 au 10 avril 2011, accompagnée par Madame Judy Cheng-Hopkins, Sous-Secrétaire générale à l'appui à la consolidation de la paix. Le présent rapport contient les impressions de la mission les plus pertinentes pour l'agenda de consolidation de la paix en Guinée, les points d'entrée possibles pour un engagement entre la Guinée et la CCP et l'appui du Fonds de consolidation de la paix ainsi qu'une proposition pour les prochaines étapes de l'engagement entre la Guinée et la CCP.

I. Objectifs de la visite

1. Les principaux objectifs de ma visite étaient les suivants:
 - (a) Me familiariser avec la situation politique

le Gouvernement dans sa demande d'accompagnement par la CCP, des membres du Conseil national de transition et du Conseil économique et social, des représentants des partis politiques, un large éventail d'acteurs guinéens non étatiques, ainsi que les représentants de la communauté internationale et du système onusien sur place, y compris le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest. Le programme de la visite annexé au présent rapport reprend en détail les interlocuteurs que nous avons rencontrés au cours de la semaine.

3. Je me suis rendue également à Kindia où j'ai pu interagir avec les autorités locales, les populations et les institutions qui ont bénéficié de l'appui du Fonds de consolidation de la paix, notamment la Force spéciale de sécurisation du processus électoral (FOSSEPEL), le Directoire de suivi du code de bonne conduite des partis politiques et les réseaux des radios rurales, ainsi qu'avec les entités qui ont mis en place ces projets.
4. J'ai rencontré auprès du Gouvernement, des autres acteurs guinéens et de la communauté internationale une volonté manifeste à s'engager avec la Commission de consolidation de la paix. Les différents acteu

8. Les efforts de réconciliation nationale doivent de même aller de pair avec une politique de lutte contre l'impunité, si une paix durable dans le pays veut être réalisée.
9. Si les évènements du 28 septembre 2009 sont perçus comme particulièrement traumatisants pour tous les Guinéens, nombre de mes interlocuteurs ont insisté également sur la nécessité de faire un travail de justice et de mémoire pour les injustices commises à l'égard de la population par les régimes successifs depuis 1958.
10. La mise en place d'un mécanisme de « Vérité, Justice et Réconciliation » avec comme objectif de donner un cadre aux efforts de réconciliation et d'aboutir *in fine* au pardon est sous discussion. Tout en s'inspirant des expériences existantes en la matière, le souhait de développer leur propre modèle en tenant compte des spécificités de la Guinée a été soulignée par tous les interlocuteurs. Une des questions importantes dans ce contexte sera la forme que la justice que

17. L'organisation d'une conférence nationale sur la réconciliation, envisagée par le Gouvernement, pourrait constituer une opportunité pour développer, avec toutes les parties prenantes, un consensus sur les principales questions et les mécanismes à mettre en place.

La réforme du secteur de la sécurité

18. Parmi les trois axes d'engagement prioritaire, c'est dans le processus de réforme du secteur de la sécurité que le travail préparatoire semble le plus avancé avec l'évaluation du secteur de la sécurité menée l'an dernier par la CEDEAO avec l'aide de l'Union africaine et des Nations Unies, le séminaire national qui s'est tenu du 28 au 31 mars 2011, et le Comité national de pilotage sur la RSS qui sera créé sous peu.
19. Une réunion des donateurs est prévue afin d'examiner les besoins de financement et discuter des opportunités et mécanismes pour assurer et améliorer la cohérence entre les différentes interventions. J'ai compris que les partenaires bilatéraux sont disposés à appuyer le Gouvernement et envisagent de prendre en charge les composantes liées principalement aux infrastructures («hardware»). Le système des Nations Unies apporterait quant à lui un appui aux aspects

24. Les responsables de la Force spéciale de sécurisation du processus électoral (FOSSEPEL) ont aussi souhaité que cette force spéciale soit renforcée dans le cadre des élections législatives. Je pense que ceci peut être un créneau pour la CCP.
25. Plusieurs interlocuteurs ont insisté sur les liens entre la RSS et le processus de réconciliation. En effet, la RSS a le potentiel de réconcilier une partie de la population - ceux qui œuvrent au sein du secteur de la sécurité - avec leurs compatriotes, dont nombre ont été victimes des abus et dysfonctionnements du secteur de la sécurité.
26. La tenue des Etats généraux de la justice en même temps que le séminaire national sur la RSS a permis par ailleurs de souligner encore plus fortement les liens entre le secteur de la sécurité et celui de la justice. Ces secteurs étaient ensemble le sujet de l'évaluation entreprise l'an dernier, et leurs liens intrinsèques furent mis en avant maintes fois durant le séminaire. Il est donc largement accepté que la réforme du secteur de la sécurité va de pair avec celle du secteur de la justice, et que ce processus conjoint de réforme requerra l'assistance soutenue de la communauté internationale.
27. Le lien entre la RSS et l'emploi des jeunes, qui existe indéniablement, reste à être exploré davantage. Le travail en cours pour la réinsertion des jeunes qui avaient été associés avec l'armée au cours des deux dernières années, et qui est financé par le Fonds de consolidation de la paix, pourra inspirer des programmes de réinsertion des effectifs issus des projets de réduction de la taille de l'armée.
28. L'un ou l'autre interlocuteur a mentionné la lutte contre la drogue comme une composante à prendre en compte dans le cadre de la RSS. Il y a certainement une opportunité de s'attaquer à la question avec une approche régionale en prenant appui sur l'engagement de la CCP avec maintenant quatre pays de la sous-région, de même que sur l'Initiative de la Côte de l'Afrique de l'Ouest.
29. En conclusion, il me semble que trois aspects principaux de la réforme du secteur de la sécurité en Guinée pourraient bénéficier du soutien de la CCP et du système des Nations Unies plus globalement, en complément des efforts actuels et futurs des autres acteurs multilatéraux et bilatéraux :
 - a. soutien et conseil stratégique sur les questions d'architecture, de stratégies et des plans pour le développement long-terme et durable du secteur de la sécurité, notamment via le développement d'une politique nationale de sécurité identifiant la vision guinéenne quant aux rôles et responsabilités des acteurs du secteur de la sécurité ;
 - b. soutien et conseil stratégique pour l'établissement et le renforcement des mécanismes et processus de contrôle et supervision civils du secteur de la sécurité, notamment via la sensibilisation et le renforcement des capacités des ministères, parlement et société civile, et via la création d'un comité parlementaire sur la défense et la sécurité; et
 - c. soutien à la cohérence et à la synchronisation des initiatives de soutien à la réforme du secteur de la sécurité entreprises par la communauté internationale, et

notamment par le système des Nations Unies, dont via la tenue de réunions de coordination et la gestion et mise-à-jour régulière d'une base de données de ces initiatives.

L'emploi des jeunes et des femmes

30. Il y a eu un large consensus que le 3^{ème} domaine prioritaire défini par le Gouvernement guinéen, à savoir l'emploi des jeunes et des femmes, dépasse le seul cadre de la consolidation de la paix et des possibilités d'accompagnement de la CCP. Les discussions ont ainsi tourné plutôt autour de la question de savoir comment contribuer à éviter des crises sociales qui pourraient prendre naissance parmi cette population, et notamment la jeunesse qui se sent abandonnée, et comment soutenir l'autonomisation politique, économique et sociale des femmes.
31. Il existe un certain nombre d'initiatives et de projets en faveur des jeunes, mais ils semblent être menés sur une base ponctuelle

développer des programmes de formation et d'

2011, ainsi que l'appui institutionnel aux femmes. Le soutien d'ores et déjà apporté par le Fonds de consolidation de la paix a permis la formation et la sensibilisation des femmes sur différents thèmes de consolidation de la paix ainsi que l'intégration de ces thèmes dans les curricula de formation des forces de sécurité.

41. Le Gouvernement a mis en place un fonds de 20 milliards de FGN pour l'appui à l'entrepreneuriat féminin.
42. De manière générale, une attention particulière devra être portée par les autorités guinéennes à la question de l'autonomisation politique, économique et sociale des femmes, y compris au vu de l'élément modérateur important que celles-ci représentent dans un contexte social tendu.

Autres questions pertinentes à l'agenda de consolidation de la paix

43. Au cours de nos entretiens, les interlocuteurs ont mentionné des points additionnels qui sont pertinents à la consolidation de la paix et qu'il importe de prendre en compte de manière transversale dans les trois domaines d'engagement entre le Gouvernement guinéen et la CCP. Il s'agit de la consolidation de la démocratie, notamment l'importance des élections législatives et du dialogue et de la concertation entre le Gouvernement et les partis politiques; des relations inter-ethniques ainsi que des questions de gouvernance et de relance de l'économie.
44. Les élections législatives représentent sans nul doute une étape essentielle pour la restauration de la confiance. J'ai senti une certaine impatience des Guinéens d'aller aux élections pour compléter la transition démocratique alors que les élections pour l'Assemblée nationale sont actuellement prévues pour le dernier trimestre 2011. Nombre de mes interlocuteurs ont fait part d'une certaine inquiétude quant aux étapes préparatoires des élections, et de leur

Non communiqué (14/05/11) fait par la fin de la page 15/12 TJ

47. Il importe d'accompagner les autorités dans ces efforts, et notamment dans le processus DSRP. J'ai senti chez des membres du Gouvernement la volonté de s'approprier davantage le processus DSRP et d'assurer une meilleure articulation entre la planification à court terme (plan d'action prioritaire), la planification à moyen terme (DSRP II prolongé et plan quinquennal) et la vision à plus long terme.
48. L'organisation d'une conférence des donateurs est à voir dans ce contexte. Alors que les autorités guinéennes penchaient initialement pour une date au début de l'été, il semblerait que la date qui pourrait finalement être retenue pour une telle conférence se situerait plutôt vers la fin de l'année 2011 (une réunion à un niveau plus technique pourrait se tenir auparavant à Conakry). Une date plus tardive pour la conférence, qui comporterait aussi un volet « consolidation de la paix », permettrait de pouvoir bénéficier d'un certain *track record* au niveau des réformes préconisées par le FMI et la communauté internationale dans le cadre de son engagement avec la Guinée.

III. Conclusion et prochaines étapes

49. J'ai senti à Conakry une réelle volonté pour construire une nouvelle Guinée et s'engager avec la CCP. J'ai aussi perçu une disponibilité des membres de la communauté internationale ainsi que des pays et des or

BNUAO - peuvent jouer ce rôle, et quel sera leur interaction avec le Groupe des Amis de la Guinée formé sur invitation du Président de la République.

53. Dans le même ordre d'idées, la question de l'articulation entre la coordination sur le terrain de la CCP et du Fonds de consolidation de la paix, et de la structure de pilotage existante se pose. Alors même que la Commission de consolidation de la paix et le Fonds de consolidation de la paix ne sont pas les deux côtés de la même médaille, il sera primordial d'aboutir à une parfaite collaboration entre ces deux structures en vue de permettre au Fonds de jouer son rôle catalyseur pour les activités de consolidation de la paix. En ligne avec la recherche d'une approche intégrée, la question de l'implication des partenaires bilatéraux se pose également dans ce contexte.
54. Je compte enfin poursuivre avec les autorités guinéennes la question du point focal au niveau du Gouvernement, qui saura accompagner le dossier de la consolidation de la paix au niveau politique et interagir étroitement en la matière avec la Formation Guinée.



**Visite de la Présidente de la Formation Guinée de la Commission de
Consolidation de la Paix (CCP) en République de Guinée
3 au 10 avril 2011**

PROGRAMME DEFINITIF

Objectifs de la visite:

- (e) Se familiariser avec la situation politique, économique et sociale de la Guinée et prendre connaissance des récents développements.
- (f) Initier le dialogue avec le Gouvernement de la Guinée et échanger les perspectives sur la nature de l'engagement entre la CCP et la Guinée.
- (g) Initier le dialogue avec l'ONU et les autres acteurs de consolidation de la paix dont les

- Ø 18.00-18.45 Rencontre avec le Secrétariat général des Affaires religieuses - *Secrétariat général des Affaires religieuses*
- Ø 20.00-21.00 Rencontre avec le Représentant de la Banque Mondiale - *Novotel*

Jeudi, le 7 avril 2011

- Ø A partir de 8.30 Visite à Kindia de projets soutenus par le Fonds de consolidation de la paix :
- Comité Civilo-Militaire et Présentation des activités des Forces Spéciales de Sécurisation des Elections (FOSSEPEL)
 - Directoire de suivi du Code de bonne conduite des partis politiques
 - Radios rurales (*Search for Common Ground*)

Vendredi 08 Avril 2011

- Ø 09.00-10.00 Rencontre avec le Conseil National de Transition (CNT) et le Conseil Economique et Social (CES) - *Siège du Conseil National de Transition*
- Ø 10.15-11.00 Audience avec le Ministre d'Etat Secrétaire Général de la Présidence de la République de Guinée - *Petit Palais*
- Ø 11.15-12.00 Rencontre avec les quatre

Ø 18.00-18.45 Conférence de presse - *Maison commune*

Samedi, le 9 avril 2011

Ø 12.00-13.00 Débriefing avec le Coordonateur Résident - *Novotel*

Dimanche, le 10 avril 2011

Ø Départ de la Mission
